

**Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) – Analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë – Situation courante (mars-mai 2018) et projetée (Juin-Août 2018)**

**L'Essentiel**



**La consommation alimentaire** s'est globalement détériorée dans la bande sahélienne (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) où il a été mis en relief un déficit quantitatif et qualitatif de la consommation alimentaire, particulièrement chez les ménages pauvres et très pauvres. Toutefois, la consommation alimentaire est globalement satisfaisante dans les pays du Golfe de Guinée et s'est légèrement améliorée dans les trois Etats du Nord-Est du Nigeria (Adamawa, Borno et Yobe) grâce aux interventions de l'Etat et des partenaires humanitaires.



**Les moyens d'existence** : sont en érosion dans les zones en crise alimentaire au Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad. Dans ces zones les populations pauvres et très pauvres font recours aux stratégies relatives aux moyens d'existence de type crise ou urgence pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Pour la période de soudure, les perspectives indiquent une détérioration plus accentuée des conditions alimentaires avec l'épuisement des stratégies relatives aux moyens d'existence dans certaines zones sahéliennes des pays précités en raison de l'insécurité civile persistante dans le bassin du Lac Tchad, au Nord Mali et dans les zones frontalières du Liptako Gourma (Burkina Faso-Mali-Niger), mais, aussi en raison de la situation pastorale et les entraves de libre circulation des troupeaux.



**La situation nutritionnelle** demeure alarmante, malgré une légère baisse des prévalences de la malnutrition aiguë globale dans la région comme l'indiquent les résultats des enquêtes SMART (période post-récolte) de certains pays comme le Sénégal et les 3 Etats du Nord-Est du Nigéria (Adamawa, Borno et Yobe). Cependant, certaines zones continuent d'enregistrer des taux de la malnutrition aiguë globale au-dessus du seuil d'urgence (MAG supérieur à 15%). Par rapport à la même période de l'année passée, la malnutrition aiguë sévère reste préoccupante au regard de l'augmentation du nombre d'admissions pour la prise en charge. La situation pourrait se dégrader en période de soudure jugée plus précoce en 2018, notamment dans les zones pastorales. D'autres facteurs, tels que l'accès limité à l'eau potable, à l'assainissement et les maladies infantiles comme la diarrhée, les infections respiratoires aiguës et le paludisme, pourraient également justifier cette situation.



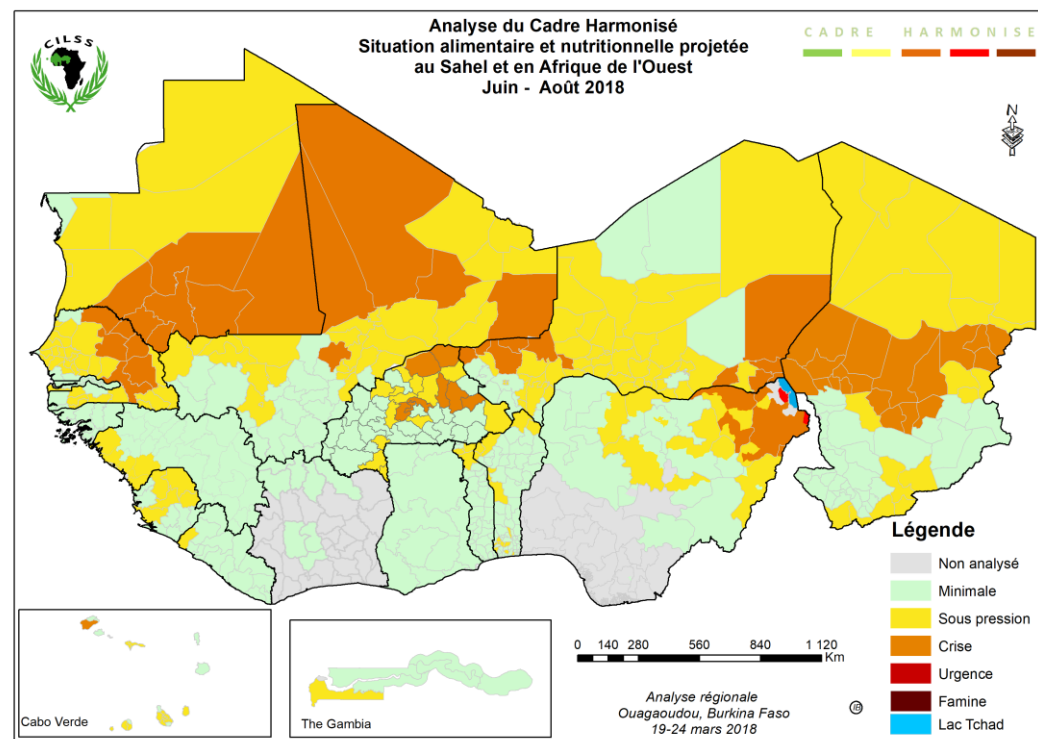
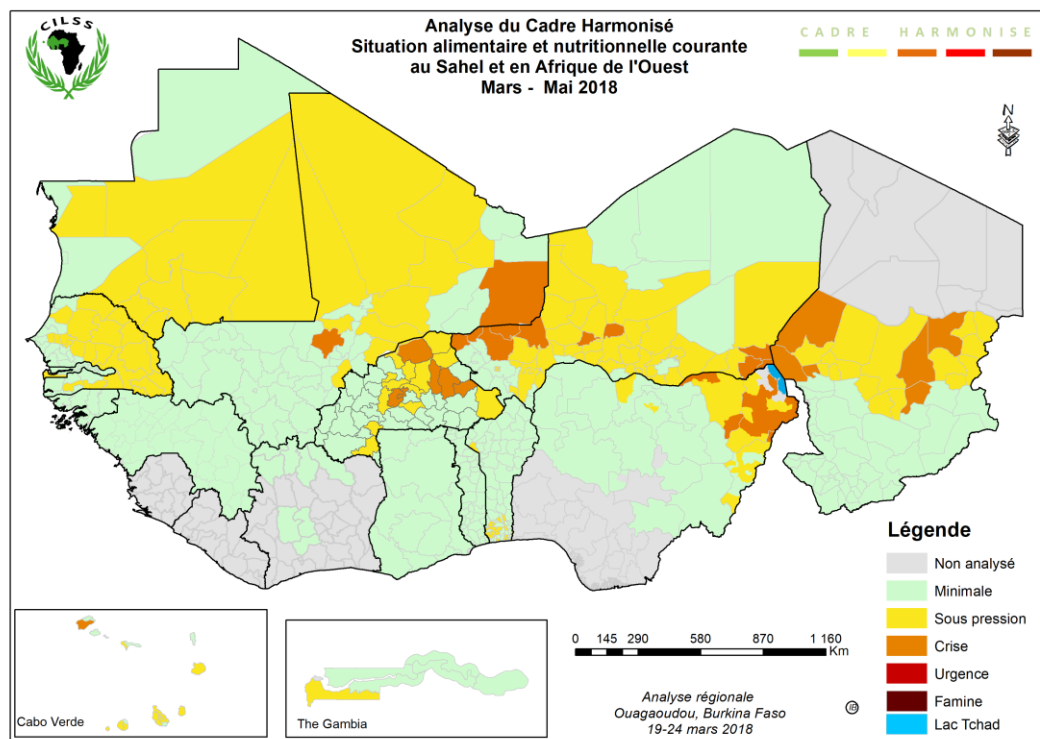
**La mortalité** : des taux de mortalité au-delà du seuil d'urgence 2 décès pour 10000 enfants par jour ont été observés dans les 3 Etats du Nord-Est Nigéria plus précisément dans plusieurs zones au Nord de Borno et dans le centre-nord de Yobe. La surveillance doit continuer et des activités de réduction de taux de mortalité doivent être mise en place à très court terme. Ailleurs, la situation demeure globalement stable.

**Résumé des causes :**

La **production céréalière** est globalement en légère hausse par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années avec cependant des baisses notables par endroits (Burkina Faso, Tchad, Mauritanie, Cabo Verde). La **production des tubercules** est en hausse par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale, hormis en Mauritanie et au Cabo Verde où des baisses importantes ont été enregistrées par rapport à l'année dernière.

La **situation pastorale** est caractérisée par une production de la biomasse moyenne à mauvaise dans l'ensemble des pays du Sahel. La situation zoo-sanitaire du cheptel est relativement calme et sous contrôle, et les troupeaux sont en état d'embonpoint acceptable dans la région, sauf dans la bande sahélo-saharienne du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad avec une raréfaction du fourrage et de l'eau pour l'abreuvement du bétail et l'imposition des mesures restrictives au niveau des zones en insécurité (Lac Tchad, Liptako Gourma, etc.) limitant les mouvements des populations et du bétail.

**Les marchés** affichent une bonne disponibilité en denrées alimentaires à la faveur des récoltes de contre saison en cours, des flux commerciaux et des stocks résiduels. La situation s'améliore dans les zones du Nord-est du Nigéria avec la réouverture des marchés. Cependant, notons que dans les zones Nord du Burkina, Nord et Centre du Mali, l'accès aux denrées alimentaires est toujours limité par la situation sécuritaire préoccupante et les mesures restrictives mises en place. Sur les marchés agricoles, les prix des céréales sont en hausse comparés à la moyenne quinquennale. Les termes de l'échange céréale/bétail sont globalement inférieurs à la normale avec une détérioration plus prononcée dans la bande sahélienne de la région.



Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; OU marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; <b>OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.</b>	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).



## Facteurs de causalité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

**Dangers et vulnérabilité :** l'insécurité civile dans le bassin du Lac Tchad, au nord et au centre du Mali ainsi que dans la boucle du Liptako Gourma (Burkina Faso-Mali-Niger) continue de perturber les circuits habituels de transhumance, le fonctionnement des marchés et les capacités de productions agropastorales. Cette situation a engendré par endroits la destruction et la dégradation des moyens d'existence ainsi que des restrictions des mouvements de populations et des biens. Cependant, l'amélioration progressive de la situation sécuritaire est de mise dans les Etats du Nord Est du Nigéria, dans la région de Diffa au Niger et dans la région du Lac au Tchad. Le non-respect de la libre circulation des personnes et biens entre les Etats entrave la transhumance entre les zones de déficit de biomasse et les zones favorables.

**Disponibilité :** au regard de la production agricole globalement meilleure dans la région et du bon fonctionnement des marchés, la disponibilité alimentaire reste satisfaisante en situation entre mars et mai 2018. Ce qui augure des impacts globalement positifs mais légers sur les résultats de la sécurité. Toutefois, dans certaines zones au Mali, au Sénégal, au Tchad, au Burkina Faso et pour la quasi-totalité de la Mauritanie et le Cabo Verde, la disponibilité alimentaire est jugée moyenne à faible à cause de la baisse importante de la production agricole et des mauvaises conditions pastorales qui y prévalent actuellement. En période de soudure (juin à août 2018), une détérioration de la disponibilité alimentaire est attendue et cela renforcera l'impact négatif déjà noté dans la bande pastorale de la région à cause de l'épuisement très précoce des stocks alimentaires des ménages et de la détérioration des conditions pastorales. Par contre, dans les autres pays, notamment les pays côtiers, la disponibilité alimentaire restera satisfaisante et sera renforcée par les bonnes conditions de démarrage de la saison qui a été annoncée par les prévisions pluviométriques.

**Accès :** les conditions d'accès des ménages pauvres et très pauvres aux denrées alimentaires de base est globalement très difficile dans la région à cause de la persistance de la hausse générale des prix des céréales dans l'ensemble des pays (+10 à 20% par rapport à leurs niveaux moyens) ; excepté au Cabo Verde où on note une relative stabilité des prix. Ce qui impacte négativement les conditions de sécurité alimentaire des ménages. Malgré, la légère hausse enregistrée au niveau des prix des produits certains produits de rente et du bétail, les termes de l'échange céréales/bétail sont en nette détérioration dans la région. Avec la hausse saisonnière des prix des céréales sèches au cours de la période projetée et la baisse attendue des prix du bétail au regard de la situation pastorale très difficile, la dégradation des conditions globales d'accès des ménages aux denrées de base va se poursuivre d'avantage dans les pays du Sahel. Toutefois, la stabilité relative des prix des céréales importées et les actions d'atténuation prévues dans les différents plans de réponse pourraient contribuer à la réduction de ces impacts négatifs.

**Utilisation :** la persistance de la malnutrition se justifie par des causes structurelles et conjoncturelles à savoir :

- Des déficits alimentaires qui impactent la consommation alimentaire (fréquence et composition des repas, diversité et préférences alimentaires) ainsi que les moyens d'existence ;
- La persistance de l'insécurité civile qui limite l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, etc.) ;
- Les mauvaises pratiques alimentaires et pratiques de soins inappropriés aux enfants.
- Le manque d'accès à une eau potable est par ailleurs un facteur aggravant dans la malnutrition, véritable fléau dans le Sahel.

**Stabilité :** les niveaux globaux des stocks ménages et des commerçants sont globalement faibles comparativement aux années antérieures à la même période. Ce qui constitue un risque pour la sécurité alimentaire des ménages principalement les plus pauvres. Il faut noter que plusieurs zones restent encore affectées par l'insécurité civil avec de nombreuses restrictions qui impactent négativement le déroulement normal des activités et calendriers agricoles ; notamment dans la zone du Tchad, la zone du Liptako Gourma, les zones du Centre et du Nord du Mali.



## Principaux résultats de l'analyse

### Combien de zones sont identifiées en insécurité alimentaire et nutritionnelle et où sont-elles localisées?

Le processus d'analyse CH - cycle de mars 2018 - a couvert 15 pays pour la situation courante totalisant 588 zones (unités administratives) examinées sur 630 (cf. Tableau 1). Il faut noter que ce cycle d'analyse n'a pas concerné le Libéria et la Sierra Leone faute de disponibilité des données fiables. Le tableau 1 montre que 61,4% des zones ont été classifiées en situation minimale, 30,3% en phase sous-pression et 8,3% en phase crise : aucune zone n'a été identifiée en urgence ou en famine. Les zones en crises ont été identifiées au Nigéria, au Niger, au Tchad, au Burkina, au Mali et au Cabo Verde.

**Tableau 1 : Identification des zones par phase en situation courante**

PAYS	Nombre de zones en situation courante : Mars - Avril - Mai 2018							
	Total	Non analysées	Analysées	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	77		77	62	15	-	-	-
Burkina Faso	45		45	25	14	6	-	-
Cabo Verde	22		22	7	14	1	-	-
Côte d'Ivoire	9		9	9	-	-	-	-
Gambie	6		6	5	1	-	-	-
Ghana	10		10	10	-	-	-	-
Guinée	33		33	33	-	-	-	-
Guinée Bissau	8		8	8	-	-	-	-
Libéria	16	16	16	-	-	-	-	-
Mali	55		55	43	10	2	-	-
Mauritanie	13		13	4	9	-	-	-
Niger	73		73	20	42	11	-	-
Nigéria	105	6	99	43	35	21	-	-
Sénégal	42		42	20	22	-	-	-
Sierra Léone	13	13	13	-	-	-	-	-
Tchad	68	7	61	38	15	8	-	-
Togo	35		35	35	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>630</b>	<b>42</b>	<b>588</b>	<b>361</b>	<b>178</b>	<b>49</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

L'analyse fait ressortir une détérioration de la situation pendant la période de soudure 2018 (juin-août). La proportion des zones en phase sous-pression, crise et urgence passera respectivement de 37,3%, 13,9% et 0,3%. La situation d'urgence concerne particulièrement deux zones dans l'Etat de Borno au Nord-Est du Nigéria. Les zones en crises étant localisées dans les mêmes 6 pays déjà précités (cf. Tableau 2).

**Tableau 2 : Identification des zones par phase en situation projetée**

PAYS	Nombre de zones en situation projetée : Juin - Juillet - Août 2018							
	Total	Non analysées	Analysées	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	77		77	60	17	-	-	-
Burkina Faso	45		45	23	14	8	-	-
Cabo Verde	22		22	8	13	1	-	-
Côte d'Ivoire	9		9	9	-	-	-	-
Gambie	6		6	5	1	-	-	-
Ghana	10		10	10	-	-	-	-
Guinée	33		33	27	6	-	-	-
Guinée Bissau	8		8	8	-	-	-	-
Libéria	16		16	15	1	-	-	-
Mali	55		55	23	27	5	-	-
Mauritanie	13		13	1	5	7	-	-
Niger	73		73	13	49	11	-	-
Nigéria	105	6	99	27	40	30	2	-
Sénégal	42		42	7	29	6	-	-
Sierra Léone	13		13	5	8	-	-	-
Tchad	68		68	31	18	19	-	-
Togo	35		35	32	3	-	-	-
<b>Total</b>	<b>630</b>	<b>6</b>	<b>624</b>	<b>304</b>	<b>231</b>	<b>87</b>	<b>2</b>	<b>-</b>

### Combien de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Pendant la période de pré-soudure (mars-mai 2018), les résultats d'analyse font ressortir qu'environ 7,1 millions de personnes sont en phase crise ou urgence dans l'ensemble des 15 pays. Parmi ces populations, environ 3,7 millions sont localisées au Nigéria. Toutefois, près 337 000 personnes sont en urgence particulièrement au Nigéria (dans les 3 Etats du Nord : Adamawa, Borno et Yobe), au Burkina Faso, au Niger, au Tchad, au Mali et au Cap-Vert (cf. Tableau 3). L'insécurité alimentaire et nutritionnelle de forme sous-pression touche environ 39 millions de personnes dans les 15 pays analysés. Ces populations sont à mesure de s'alimenter sans être capables de faire face à d'autres besoins vitaux comme les soins de santé, l'éducation, etc.

**Tableau 3 : Estimation des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation courante (Mars – Mai 2018).**

Pays	Population Totale analysée	Période : Mars-Avril-Mai 2018					Population totale en Phase 3 à 5
		Ph1	Ph2	Ph3	Ph4	Ph5	
Bénin	11 628 541	10 324 683	1 295 479	8 379	-	-	8 379
Burkina Faso	20 139 442	16 935 268	2 462 324	661 781	80 069	0	741 849
Cabo Verde	544 126	415 882	107 432	20 641	171	0	20 812
Côte d'Ivoire	6 727 754	6 299 952	427 802	0	0	0	0
Gambie	1 742 626	1 429 937	267 740	44 949	0	0	44 949
Ghana	29 614 337	26 349 639	3 165 588	99 110	0	0	99 110
Guinée	10 008 594	9 298 472	705 034	5 089	0	0	5 089
Guinée Bissau	1 225 986	1 058 733	155 698	11 555	0	0	11 555
Liébrria	4 243 477						
Mauritanie	3 984 231	2 796 818	836 813	350 600	0	0	350 600
Mali	18 876 001	15 801 054	2 687 613	375 694	11 640	0	387 334
Niger	20 881 967	15 463 019	4 631 944	759 666	27 338	0	787 004
Nigéria	98 570 394	78 259 460	16 598 684	3 512 292	199 959	-	3 712 251
Sénégal	12 531 179	9 714 125	2 497 373	319 681	0	0	319 681
Sierra Léone	6 356 470						
Tchad	13 461 230	10 444 446	2 392 802	606 897	17 084	0	623 982
Togo	5 450 000	4 933 612	511 658	4 730	0	0	4 731
<b>Total région</b>	<b>255 386 408</b>	<b>209 525 099</b>	<b>38 743 984</b>	<b>6 781 064</b>	<b>336 262</b>	<b>-</b>	<b>7 117 326</b>

NB : \* pays non analysés en situation courante par manque de données courantes fiables.

Pendant la soudure 2018 (Juin-Août), près de 10,7 millions de personnes seraient touchées par les formes de crise et d'urgence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les 17 pays analysés (cf. Tableau 4). La situation resterait encore difficile au Nigéria avec environ 5,3 millions de personnes en phase crise à pire dont 235 000 personnes en urgence dans les 3 Etats (Adamawa, Borno et Yobe). L'urgence alimentaire et nutritionnelle toucherait également le Burkina, le Cap-Vert, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Sur les 17 pays analysés, au total 50,7 millions de personnes sont également identifiées en phase sous-pression.

**Tableau 4 : Estimation des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation projetée (Juin - août 2018)**

Pays	Population Totale analysée	Période : Juin-Juillet-août 2018					Population totale en Phase 3 à 5
		Ph1	Ph2	Ph3	Ph4	Ph5	
Bénin	11 628 541	10 229 475	1 368 282	30 783	-	-	30 783
Burkina Faso	20 139 442	16 513 260	2 671 867	864 177	90 138	0	954 315
Cabo Verde	544 126	415 336	107 962	20 772	56	0	20 829
Côte d'Ivoire	6 727 754	6 233 196	494 558	0	0	0	0
Gambie	1 742 626	1 330 790	348 908	62 929	0	0	62 929
Ghana	29 614 337	25 663 881	3 775 679	174 778	0	0	174 778
Guinée	10 008 594	9 021 306	966 517	20 771	0	0	20 771
Guinée Bissau	1 225 986	1 077 119	144 031	4 837	0	0	4 837
Liébrria	4 243 477	3 573 781	626 208	43 489	0	0	43 489
Mauritanie	3 984 231	2 472 078	973 707	515 113	23 333	0	538 446
Mali	18 876 001	14 527 231	3 416 119	884 708	47 943	0	932 651
Niger	20 881 967	15 038 027	5 041 085	779 070	23 785	-	802 855
Nigéria	98 570 394	70 612 353	22 668 281	5 055 073	234 688	-	5 289 761
Sénégal	12 531 179	8 575 765	3 202 796	721 274	29 856	0	751 130
Sierra Léone	6 356 470	5 110 929	1 194 582	50 958	-	-	50 958
Tchad	13 855 374	9 923 301	2 941 367	956 668	34 038	0	990 706
Togo	5 450 000	4 819 118	622 372	8 510	0	0	8 510
<b>Total région</b>	<b>266 380 499</b>	<b>205 136 944</b>	<b>50 564 319</b>	<b>10 193 910</b>	<b>483 838</b>	<b>-</b>	<b>10 677 748</b>

**NB :** \* reports des données projetées issue de l'analyse d'octobre 2017 pour la même période de juin-août 2018. Ces résultats ont été validés par le CT-CH en novembre 2017 à Bamako.





## Méthodologie et difficultés dans l'analyse

Le processus d'analyse du Cadre Harmonisé se base sur un cadre conceptuel et analytique bâti sur quatre indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence, état nutritionnel et mortalité) qui caractérisent directement l'état de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ou de la zone considérée ; et sur lesquels sont inférés les facteurs contributifs (dangers et vulnérabilité, disponibilité alimentaire, accessibilité alimentaire, utilisation et stabilité). Ce cadre analytique permet aux analystes de s'accorder sur les interactions entre les différentes dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de produire une classification de la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sur la base de seuils standards qui permettent la comparabilité entre les zones d'un même pays et les analyses nationales dans la région.

Les présents résultats sont issus des analyses nationales déroulées dans les pays du Golfe de Guinée du 26 février au 02 mars 2018, au Nigeria du 05 au 16 mars 2018, dans les pays du Sahel et au Ghana du 12 au 17 mars 2018. Pour ce cycle, le Libéria et la Sierra Léone n'ont pas procédé aux analyses CH suite au manque de données fiables sur les indicateurs de résultats II en est de même des régions du Nord-est au Tchad. Pour ces cas, l'analyse de la situation projetée dans ces zones les résultats, des analyses d'octobre 2017, ont été reconduits. En Côte d'Ivoire, le CH n'a concerné que deux régions (Hautassandra et Marahoué). Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux avec la facilitation des membres du Comité Technique Régional du CH du CILSS et de ses partenaires régionaux (ACF, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Les données utilisées dans les pays pour analyser les résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (données de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité civile, assistance alimentaire, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs nationaux d'information.

Les analyses nationales ont été revues et validées par le Comité Technique Régional du CH lors de l'atelier de consolidation, tenu du 19 au 24 mars 2018 à Ouagadougou, Burkina Faso. Ce qui a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et leur validation. Ont pris part à ces travaux, les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, du FEWS NET, de la FICR, de l'IPC/GSU, du JRC-EC, d'OXFAM, du PAM et de Save the Children.

Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à :

- des insuffisances de données récentes sur les indicateurs de résultats pour la majorité des pays et des facteurs contributifs dans certains cas ;
- une maîtrise insuffisante de la méthodologie et outils d'analyse du CH (convergence des preuves, analyses et estimations des populations) ;
- aux limites et biais liés aux différentes approches de collecte des données (ENSAN, EFSA, sites sentinelles, etc.) qui ont amenuisés la disponibilité, la fiabilité, la représentativité, la qualité ainsi que la cohérence globale de certains résultats issus de ces enquêtes.

## Recommandations

Au terme des analyses, la cellule régionale d'analyse du CH a formulé les recommandations suivantes:

### Aux Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA de :

- Assister les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant cette période courante en phase de crise à pire, notamment, dans le bassin du Lac Tchad (Nigéria-Niger-Tchad), au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad pour sauver les vies humaines, améliorer la consommation alimentaire et les moyens d'existence ;
- Surveiller et entreprendre des actions de renforcement de la résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment, dans les zones classées en phase « sous pression » et « minimale » pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Appuyer les actions de prévention des effets de la soudure pastorale et de relèvement ;
- Faciliter les mouvements de transhumance et le dialogue entre les pays de départ et ceux d'accueil pour une gestion apaisée et de proximité ;
- Apporter des appuis en semences améliorées et autres intrants agricoles pour soutenir les ménages vulnérables dans la préparation de la prochaine campagne agropastorale 2018/2019 dans tous les pays.
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés ;

### Aux partenaires financiers :

- Poursuivre l'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux populations en situation de crise ou pire pour prévenir la malnutrition dans les zones de crise ;
- Renforcer les capacités de résilience des ménages en phase sous-pressure dans tous les pays en protégeant leurs moyens d'existence ;
- Poursuivre les appuis techniques et financiers aux dispositifs nationaux de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

### Au CILSS :

- Renforcer le plaidoyer sur les cellules nationales d'analyse du CH afin de leur permettre de s'approprier les acquis méthodologiques du CH et de mieux mobiliser le financement des cycles nationaux sur fonds des budgets nationaux ;
- Poursuivre le renforcement des capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du Cadre Harmonisé pour améliorer la prévention des crises alimentaires et nutritionnelles ;
- Soutenir techniquement et financièrement les dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Renforcer les initiatives en cours pour l'analyse genre dans le cycle du cadre harmonisé au niveau national et régional à travers une prise en compte dans la collecte des données SAN des indicateurs sur le genre ;
- Evaluer les plans nationaux de réponse écoulés et assurer le suivi des réponses.



### Contacts

#### Sy Martial Traoré

Expert Analyste en marché, chef DSAM  
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82  
E-mail : [Martial.traore@cilss.int](mailto:Martial.traore@cilss.int)

#### Baoua Issoufou

Expert Analyste en Cadre Harmonisé  
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54  
E-mail : [Issoufou.baoua@cilss.int](mailto:Issoufou.baoua@cilss.int)

#### Partenaires Techniques



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



FEWS NET  
FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS NETWORK



IPC  
Integrated Food Security Phase Classification  
Evidence and Standards for Better Food Security Decisions



OXFAM



Save the Children



Fédération internationale des Sociétés  
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge



ECOAGRI  
Système national d'alerte et d'information

#### Partenaires Financiers



USAID  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



AFD  
AGENCE FRANÇAISE  
DE DEVELOPPEMENT

